

copy to ALL

TLX N 115619-SG B 11/51

TELEX HEBDOMADAIRE NR 132 DU 01.07.83 DESTINE A L ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

SUIVI DE STUTTGART

432

1.1. SESSION EXTRAORDINAIRE DU PARLEMENT

LE PARLEMENT A ADOPTE UNE RESOLUTION DE COMPROMIS QUI SE CARACTERISE PAR UNE GRANDE MODERATION. TOUT EN DEPLORANT 'PROFONDEMENT L'INCAPACITE DU SOMMET DE STUTTGART D'ACCOMPLIR DES PROGRES DANS LA RECHERCHE DE SOLUTIONS SIGNIFICATIVES A LA CRISE QUE CONNAISSENT AUJOURD'HUI LES PEUPLES D EUROPE ET LA CE', ET EN REGRETTANT QUE LES PROPOSITIONS EN MATIERE D ACTE EUROPEEN 'NE CORRESPONDENT PAS PLEINEMENT AUX SOUHAITS EMIS A PLUSIEURS REPRISES PAR LE PARLEMENT'. IL DEMANDE QUE LES PROBLEMES DES NOUVELLES RESSOURCES DE LA COMMUNAUTE DU DEVELOPPEMENT DES POLITIQUES NOUVELLES, DE LA REFORME DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE, DE L'EQUITE ET DE LA SOLIDARITE DANS LA PARTICIPATION DE TOUS LES PEUPLES AU FINANCEMENT DES POLITIQUES COMMUNAUTAIRES, SOIENT RESOLUS CONJOINTEMENT DANS LE RESPECT DE L'ECHANCE PREVUE DU 5 ET 6 DECEMBRE 1983. EN PARTICULIER LE PROBLEME DE LA COMPENSATION AU ROYAUME UNI POUR 1983 DOIT ETRE PRIS DANS LE CONTEXTE DE LA DECLARATION DU CONSEIL SUR LE FINANCEMENT FUTUR DE LA COMMUNAUTE'.

2.2. ORIENTATIONS DE LA COMMISSION

LA SEMAINE DERNIERE LA COMMISSION AVAIT ARRETE SON PROPRE PROGRAMME DE TRAVAIL. ELLE A MIS AU POINT CETTE FOIS CI UN CERTAIN NOMBRE DE SUGGESTIONS A LA FUTURE PRESIDENCE GRECQUE POUR L'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL. SA PREOCCUPATION EST QUE LES REGLES ET PROCEDURES COMMUNAUTAIRES SOIENT RESPECTEES EN MEME TEMPS QUE SERONT ASSURES UN RYTHME DE TRAVAIL ET UNE PARTICIPATION FREQUENTE DES MINISTRES, INDISPENSABLES POUR ABOUTIR A DES DECISIONS AU CONSEIL EUROPEEN D'ATHENES EN DECEMBRE.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1. RECHERCHE

A) CONSEIL 'RECHERCHE'

UN PAS POLITIQUE IMPORTANT A ETE FRANCHI LORS DE CETTE SESSION DEPUIS NOVEMBRE 1981 :

- PROGRAMME CADRE

LE CONSEIL A ADOPTE SUR UNE RESOLUTION APPROUVANT LE PRINCIPE, LES OBJECTIFS ET LES CRITERES DU PREMIER PROGRAMME CADRE DES ACTIVITES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES POUR LES ANNEES 84-87. CE PROGRAMME, QUI S'INSCRIT DANS LES ORIENTATIONS DEGAGEES PAR LE CONSEIL EUROPEEN DE STUTTGART, FIXE LES OBJECTIFS DANS LES DOMAINES SUIVANTS : PROMOTION DES COMPETITIVITES AGRICOLE ET INDUSTRIELLE, AMELIORATION DE LA GESTION DES MATIERES PREMIERES ET DES RESSOURCES ENERGETIQUES, RENFORCEMENT DE L AIDE AU DEVELOPPEMENT, AMELIORATION DE L'EFFICACITE DU POTENTIEL SCIENTIFIQUE. SELON LES INDICATIONS DE LA COMMISSION, LES DEPENSES FINANCIERES ATTEINDRAIENT UN MONTANT GLOBAL DE 3,5 MILLIARDS D ECUS POUR 4 ANS, MAIS CE VOLET DU DOSSIER SERA TRANCHE DANS LE CONTEXTE DE CELUI DES RESSOURCES PROPRES EN DECEMBRE PROCHAIN.

- PROGRAMME ESPRIT

TOUTES LES DELEGATIONS ONT CONFIRME LEUR SOUTIEN SOUVENT ENTHOUSIASTE A LA STRATEGIE DE BASE DU PROGRAMME ESPRIT (NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION), DONT LA PHASE PILOTE A DEMARRE AU DEBUT DE CETTE ANNEE ET RENCONTRE DEJA UNE REPOSE TRES POSITIVE DE LA PART DE L'INDUSTRIE EUROPEENNE.

LE CONSEIL COMPTE PRENDRE, AVANT LA FIN DE L ANNEE LES DECISIONS NECESSAIRES POUR POUVOIR FAIRE DEMARRER LE PROGRAMME PRINCIPAL LE 1ER JANVIER 84.

Western Union International, Inc. International Telex

lex Western Union International, Inc. International Telex Western Union International, Inc. International

LE CONSEIL A EGALEMENT PRIS D'AUTRES DECISIONS FINALISANT DE LONGS TRAVAUX DE PREPARATION AU COURS DE SES SESSIONS PRECEDENTES :

-UN ACCORD A ETE DEGAGE SUR LA MISE EN OEUVRE D UN SYSTEME ADEQUAT POUR L EVALUATION DES RESULTATS DES PROGRAMMES R ET D.

LA STIMULATION DE L'EFFICACITE DU POTENTIEL SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DE LA COMMUNAUTE LE CONSEIL A APPROUVE UNE ACTION EXPERIMENTALE DE DEUX ANS (A PARTIR DU 1ER JUILLET) QUI SERA DOTE D'UN MONTANT ESTIME A 7 MIO ECUS. ELLE PORTERA PRINCIPALEMENT SUR LA PHARMACOLOGIE, LA PHYSIQUE DES SOLIDES. L OPTIQUE, LA COMBUSTION, LA PHOTOMETRIE, LA CLIMATOLOGIE, LES PHENOMENES DE SURFACE.

LE CONSEIL A ADOPTE LE DEUXIEME PROGRAMME FAST, PROSPECTIVE ET EVALUATION DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE).

LE CONSEIL A ADOPTE UN PROGRAMME R ET D DANS LE SECTEUR DES MATIERES PREMIERES (1983-1985) CETTE DECISION INCLUT CERTAINES ACTIVITES R ET D RELATIVES A L'EXPLORATION D'URANIUM. ENFIN LE CONSEIL A EU UN PREMIER ECHANGE DE VUES SUR LE PROGRAMME DU CCR (1984-87) QUI A CONFIRME SA VOLONTE DE VOIR LE CCR CONTINUER A JOUER UN ROLE CENTRAL DANS LA STRATEGIE DE RECHERCHE ET DE LE Doter A CETTE FIN DES MOYENS FINANCIERS ET EN EFFECTIFS NECESSAIRES. LES DECISIONS CONCLUSIVES SERONT ARRETEES A L'AUTOMNE DANS LE CONTEXTE DE LA PROCEDURE BUDGETAIRE.

2.1.

B) DEMARRAGE DU JET

LE DEMARRAGE DE L'INSTALLATION DE CULHAM MARQUE L'APOGEE D'UN PROGRAMME DE CONSTRUCTION DE CINQ ANS QUI A COUTE 322 MIO ECUS- (ENVELOPPE FINANCIERE PREVUE) A PRIX COURANTS ET A ETE REALISEE PAR UNE EQUIPE DE CHERCHEURS VENANT DES ONZE PAYS EUROPEENS PARTICIPANTS.

L'ACHEVEMENT DE CE TOKAMAK, LE PLUS GRAND ET LE PLUS AMBITIEUX AU MONDE ET ELEMENT DETERMINANT DU 'PROGRAMME FUSION' D'EURATOM, PERMET D'ENTAMER UN PROGRAMME D'EXPERIENCES DE SEPT ANS VISANT A DEMONSTRER LA POSSIBILITE D'UTILISATION DE LA FUSION THERMONUCLEAIRE COMME SOURCE-D'ENERGIE A LONG TERME.

2.2. MESURES INTERNES 'ACIER'

LE CODE DES AIDES STIPULAIT QUE LA COMMISSION DEVAIT SE PRONONCER AVANT LE 30 JUIN SUR LES MESURES D'AIDES PREVUES PAR LES DIFFERENTS ETATS MEMBRES ET SUR LES PLANS DE RESTRUCTURATION CORRESPONDANTS.

L'OBJECTIF DE LA COMMISSION, COMME DE LA COMMUNAUTE, EST DE MENER A BIEN UNE RESTRUCTURATION ET UNE MODERNISATION DE SA PRODUCTION D'ACIER QUI LA RENDENT COMPETITIVE ET QUI CORRESPONDENT AUX BESOINS PREVISIBLES, LA FIN 1986 ETANT LA DATE LIMITE CONVENUE POUR CES REFORMES. CETTE MODERNISATION PASSE PAR UNE REDUCTION SUBSTANTIELLE DES CAPACITES DE PRODUCTION, LA CAPACITE EXEDENTAIRE AYANT ETE ESTIMEE PAR LE CONSEIL LUI MEME A ENVIRON 30 MILLIONS DE TONNES PAR AN SUR UNE CAPACITE TOTALE D'ENVIRON 160 MILLIONS DE TONNES.

LA COMMISSION A APPROUVE LA PLUPART DES PROGRAMMES D'AIDES, MAIS SOUS DES CONDITIONS SEVERES DE REDUCTIONS DE CAPACITES (26,7 MIO T.), REDUCTIONS QUI VONT AU-DELA DE CE QUI AVAIT ETE ENVISAGE PAR LES ETATS MEMBRES (LA R.F.A. DEVRA REDUIRE 1,2 MIO T. DE CAPACITES EN PLUS POUR ATTEINDRE LES 6,01 MIO T. DECIDEES PAR LA COMMISSION, LA BELGIQUE 1,4 MIO T. DE PLUS POUR ATTEINDRE 3,105 MIO T., LA FRANCE 630.000 T. DE PLUS POUR ATTEINDRE 5,311 MIO T. LE ROYAUME UNI 500.000 T. DE PLUS POUR ATTEINDRE 4,5 MIO T., L'ITALIE 3,46 MIO T. EN PLUS POUR ATTEINDRE 5,834 MIO T., LE LUXEMBOURG 410.000 T. DE PLUS POUR ATTEINDRE 960.000 T. ET LES PAYS-BAS 700.000 T. DE PLUS POUR ATTEINDRE 950.000 T.). ELLES ONT ETE DECIDEES PAR LA COMMISSION DE MANIERE A ATTEINDRE L'OBJECTIF DE REDUCTION CONVENU DANS DES CONDITIONS EQUITABLES ET EQUILIBREES DANS L'ENSEMBLE DE LA COMMUNAUTE. LES MESURES DE RESTRUCTURATION INDUSTRIELLE QUI SERONT LA CONSEQUENCE DE CES DECISIONS DEVRONT ETRE ARRETEES PAR LES ETATS MEMBRES ET COMMUNIQUEES A LA COMMISSION POUR JANVIER 1984 AU PLUS TARD. LE SECOND VOLET DE L'OPERATION, SOIT LA PROROGATION DU REGIME DES QUOTAS DE PRODUCTION DE L'ARTICLE 58 CECA, DEVRA ETRE PRIS LORS DU PROCHAIN CONSEIL 'SIDERURGIE' DU 25 JUILLET.

2.3. BUDGET SUPPLEMENTAIRE AIRE 83

LA COMMISSION A ARRETE LE CONTENU DE L'AVANT PROJET DE BUDGET SUPPLEMENTAIRE POUR 1983 RENDU NECESSAIRE, NOTAMMENT PAR L'ACCROISSEMENT DES DEPENSES DE SOUTIEN DE L'AGRICULTURE. 1.800 MIO D'ECUS SERONT AINSI RAJOUTES AU FEOGA/GARANTIE. A CELA S'AJOUTENT LES CREDITS NECESSAIRES POUR COMPLETER LES COMPENSATIONS DUES AU ROYAUME UNI ET A L'ALLEMAGNE AU TITRE DU DERNIER EXERCICE (1982), L'EXECUTION DU BUDGET AYANT MONTRE QUE LA CHARGE SUPPORTEE PAR LA GRANDE BRETAGNE A ETE SUPERIEURE AU CHIFFRE INITIALEMENT PREVU. COMME A L'HABITUDE, UN CERTAIN NOMBRE DE RECTIFICATIONS PLUS MODESTES SONT PROPOSEES A CETTE OCCASION ET NOTAMMENT UN SENSIBLE RENFORCEMENT DES EFFECTIFS DE LA DG DE LA PECHE POUR FAIRE FACE AUX BESOINS DE LA POLITIQUE COMMUNE MISE EN PLACE EN JANVIER. L'ADOPTION FINALE DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE AURA LIEU A LA FIN DE CETTE SEMAINE.

2.4. POLITIQUES BUDGETAIRES 1984

LA COMMISSION A ADOPTE LE RAPPORT AU CONSEIL SUR LA POLITIQUE BUDGETAIRE A SUIVRE PAR LES ETATS MEMBRES. ELLE RECOMMANDE UNE POLITIQUE BUDGETAIRE AXEE SUR LA POURSUITE DE L'ASSAINISSEMENT DES SITUATIONS ECONOMIQUES, MAIS COMPORTANT CEPENDANT DES ELEMENTS DE FLEXIBILITE (NOTAMMENT DANS LES PAYS OU L'INFLATION A PU ETRE CONTENUE) EN VUE D'UN CERTAIN SOUTIEN DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE.

2.5. PROJETS DE DEMONSTRATION ENERGIE

LA CONCERTATION ENTRE LE CONSEIL ET LE PARLEMENT LE 23 JUIN A ETE UN SUCCES ET PERMETTRA L'ADOPTION DES DEUX REGLEMENTS POUR 1983 DANS LES PROCHAINS JOURS. UN ACCORD S'EST DEGAGE POUR UNE MENTION, DANS LE REGLEMENT, DU MONTANT ESTIME NECESSAIRE ET D'UNE REFERENCE AU CARACTERE PLURIANNUEL DU PROGRAMME. D'AUTRE PART, LA DELEGATION PARLEMENTAIRE A ACCEPTE L'ASSURANCE A DEFAUT D'UN ENGAGEMENT FORMEL DE LA PART DU CONSEIL, QUE CELUI-CI FERAIT L'IMPOSSIBLE POUR PARVENIR A L'ADOPTION DU PROGRAMME PLURIANNUEL AVANT LE 31 DECEMBRE. ON ESPERE QUE LE CONSEIL 'ENERGIE' DU 12 JUILLET POURRA PRENDRE DES DECISIONS SUR DES ACTIONS POUR L'UTILISATION RATIONNELLE DE L'ENERGIE ET POUR LES CHARBONS A COKE DESTINES A LA SIDERURGIE. CE CONSEIL DEVRAIT EGALEMENT TRAITER :

- LA STRATEGIE ENERGETIQUE ET LE PROGRAMME QUINQUENNAL D'ACTION,
- LES PROPOSITIONS POUR UNE POLITIQUE EQUILIBREE DES COMBUSTIBLES SOLIDE,
- L'INDUSTRIE DE RAFFINAGE DU PETROLE,
- LES PROJETS DE DEMONSTRATION ENERGIE - PROGRAMME PLURI-ANNUEL.

3. ELARGISSEMENT

3.1. PORTUGAL - NEGOCIATIONS D'ADHESION

LA 26E SESSION DE NEGOCIATION AU NIVEAU DES SUPPLEANTS A EU LIEU LE 27 JUIN. ELLE A PERMIS DE CONCLURE DEUX CHAPITRES : RAPPROCHEMENT DES LEGISLATIONS (A L'EXCEPTION DES BREVETS) ET ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS.

4. RELATIONS EXTERIEURES

4.1. REUNION AGRICOLE CEE/USA

LA TROISIEME REUNION AGRICOLE A HAUT NIVEAU ENTRE LES ADMINISTRATIONS US ET CEE S'EST TENUE A WASHINGTON LE 22 JUIN.

UNE DECLARATION COMMUNE A ETE ADOPTEE A L'ISSUE DE CETTE REUNION :

- A) ELLE ENTERINE LA CREATION D'UN GROUPE INFORMEL DE TRAVAIL : IL DEVRAIT PROCHAINEMENT COMMENCER SES TRAVAUX ET LES TERMINER VERS LA FIN DE 1983. IL S'AGIT D'UNE APPROCHE PRAGMATIQUE DESTINEE A MIEUX DEFINIR ET CLARIFIER LES DISPOSITIONS DU CODE DES SUBVENTIONS DU GATT ET A FACILITER AINSI PAR DES DISCUSSIONS BILATERALES ENTRE LES 2 PRINCIPAUX PRODUCTEURS MONDIAUX DE PRODUITS AGRICOLES, LES TRAVAUX DU COMITE DE L'AGRICULTURE DU GATT, SANS POUR AUTANT SE SUBSTITUER A CE COMITE OU LUI IMPOSER SES VUES.
- B) ELLE ETABLIT LES BASES D'UN PROCESSUS D'ECHANGES REGULIERS D'INFORMATIONS ET DES STATISTIQUES.
- C) ELLE PASSE EN REVUE LES RESULTATS DES DISCUSSIONS PRODUIT PAR PRODUIT.

POUR LES PRODUITS LAITIERS ET LES CEREALES, LES USA ET LA CEE S'ENGAGENT A METTRE EN VIGUEUR LES MESURES DESTINEES A ADAPTER L'APPROVISIONNEMENT A LA DEMANDE. UNE RENCONTRE TRILATERALE AVEC LE BRESIL S'EST TENUE LE 23 JUIN A WASHINGTON POUR ETUDIER LA SITUATION DANS LE DOMAINE DES VOLAILLES. AUCUN ACCORD N'A ETE TROUVE POUR LA LIMITATION DES IMPORTATIONS DE CORN GLUTEN FEED DANS LA CE.

LA DECLARATION COMMUNE EST UN GAGE DE POURSUITE DE LA TREVE. CEPENDANT, CELLE-CI RESTE PRECAIRE DANS LA MESURE OU LES CONTEN-TIEUX GATT EN COURS N'ONT PAS ETE REGLES ET OU LES USA ONT ANNONCE QU'ILS UTILISERAIENT TOUS LES MOYENS EN LEUR POSSESSION POUR SAUVEGARDER LEURS INTERETS. LA COMMISSION A FAIT UNE DECLARATION ANALOGUE.

4.2. SUEDE

THE THIRD HIGH LEVEL MEETING WITH SWEDEN TOOK PLACE IN STOCKHOLM ON 23 JUNE. VICE PRESIDENT HAFERKAMP MET MR HELLSTROEM, MINISTER FOR FOREIGN TRADE, AND MR BODSTROEM, MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS. THE DISCUSSIONS CONCERNED BILATERAL ISSUES, COMMUNITY-EFTA RELATIONS, INTERNATIONAL ECONOMIC QUESTIONS AND INTERNAL COMMUNITY DEVELOPMENTS. THE SWEDISH SIDE EXPRESSED GREAT CONCERN ABOUT THE FUTURE HERRING EXPORTS TO THE COMMUNITY. SWEDISH RESTRICTIONS ON THE ESTABLISHMENT OF FOREIGN BANKS WAS BROUGHT UP AS A PROBLEM FOR THE COMMUNITY.

4.3. COMITES MIXTES AUTRICHE

LES DELEGATIONS ONT EXAMINE LE FONCTIONNEMENT DES ACCORDS DANS LE CONTEXTE GENERAL DE LA COOPERATION ENTRE LA COMMUNAUTE ET L'AUTRICHE. ELLES ONT TRAITE UN CERTAIN NOMBRE DE PROBLEMES COMMERCIAUX BILATERAUX ET ECHANGE DES INFORMATIONS CONCERNANT LA SITUATION ECONOMIQUE.

LA DELEGATION AUTRICHIENNE S'EST PLUS PARTICULIEREMENT PLAINT DE LA MESURE RESTRICTIVE PRISE PAR L'ITALIE CONCERNANT L'IMPORTATION D'ACCESSOIRES DE TUYAUTERIE EN FONTE MALLEABLE AINSI QUE DES MESURES APPLIQUEES PAR LA FRANCE LORS DE L'IMPORTATION DE CERTAINS PRODUITS SIDERURGIQUES EN PROVENANCE DE L'AUTRICHE.

LA DELEGATION COMMUNAUTAIRE A NOTAMMENT INSISTE POUR QUE LES AUTORITES AUTRICHIENNES REGIONALES ET LOCALES S'ABSTIENNENT DE TOUTE DISCRIMINATION LORS DE L'ADJUDICATION DES OFFRES PUBLICS.

4.4. ASEAN : RENCONTRE MINISTERIELLE

LA REUNION DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DE L'ASEAN AVEC LES MINISTRES DE PAYS AVEC LESQUELS ILS ENTRETIENNENT UN DIALOGUE (USA, CANADA, AUSTRALIE, N.ZELANDE, CEE, JAPON) S'EST TENUE A BANGKOK LES 27 ET 28 JUIN 1983. LA COMMUNAUTE ETAIT REPRESENTEE D'UNE PART PAR LA PRESIDENCE, MR GENSCHER, ACCOMPAGNEE PAR LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DANOIS ET DU SECRETAIRE D'ETAT GREC ET D'AUTRE PART PAR LA COMMISSION, EN LA PERSONNE DE MR RICHARD. ILS ONT NOTAMMENT DECLARE QUE LA COMMUNAUTE GARDERA SES PORTES OUVERTES AUX IMPORTATIONS DES PAYS DE L'ASEAN, DEVELOPPERA SES RELATIONS ECONOMIQUES ET COMMERCIALES AVEC EUX ET ESSAIERA D'INVESTIR DAVANTAGE DANS LA REGION. LES DISCUSSIONS ONT AUSSI PORTE SUR DES PROBLEMES A CARACTERE POLITIQUE EN PARTICULIER LA SITUATION AU CAMBODGE.

4.5. TOGO : VISITE PRESIDENT EYADEMA

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE, S.E. LE GENERAL GNASSINGBE EYADEMA, A RENDU VISITE POUR LA PREMIERE FOIS A LA COMMISSION LE 24 JUIN. IL ETAIT ACCOMPAGNE PAR SES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION, DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES, ET DU DEVELOPPEMENT RURAL A ETE RECU PAR LE PRESIDENT THORN ET M. PISANI.

LES ECHANGES DE VUES ONT NOTAMMENT PORTE SUR LA COOPERATION ENTRE LE TOGO ET LA COMMUNAUTE - CONSIDEREE DE PART ET D'AUTRE COMME EXEMPLAIRE. LA PREPARATION DES NEGOCIATIONS DE LA PROCHAINE CONVENTION ACP/CEE, AINSI QUE SUR LA COOPERATION REGIONALE EN AFRIQUE OCCIDENTALE.

EN CE QUI CONCERNE L'EMPLACEMENT QU'OCCUPERA LA COOPERATION REGIONALE DANS LA PROCHAINE CONVENTION ACP/CEE (LA COMMISSION ET LA REPUBLIQUE TOGOLAISE ONT DECIDE QU'IL DEVRAIT Y AVOIR DES AMELIORATIONS SENSIBLES PAR RAPPORT AUX CONVENTIONS PRECEDENTES. DANS LE CONTEXTE DE LA COOPERATION REGIONALE EN AFRIQUE OCCIDENTALE, L'IMPORTANCE DE LA CONTRIBUTION QUE POURRAIT Y APPORTER LA CEDEAO A ETE SOULIGNEE.

LE CHEF DE L'ETAT TOGOLAIS A INFORME SES INTERLOCUTEURS DES EFFORTS QU'IL ENTREPREND POUR REDRESSER L'ECONOMIE DE SON PAYS, TACHE RENDUE PLUS DIFFICILE EN RAISON DE LA SECHERESSE QUI A CAUSE DE SERIEUX DEGATS DANS LES PLANTATIONS DE CAFE, CACAO ET PALMIERS. LA COMMISSION A ACCEPTE UNE INVITATION A PARTICIPER A LA TABLE RONDE DES BAILLEURS DE FONDS QUE LE TOGO ORGANISERA EN 1984.

4.6. ACP : NEGOCIATIONS PRIX GARANTIS SUCRE

THE OFFER OF THE COMMUNITY FOR THE GUARANTEED PRICES 1983/84 OF
- 44,34 ECU/100 KG FOR ACP RAW SUGAR
- 54,68 ECU/100 KG FOR ACP WHITE SUGAR ,
WHICH REPRESENTS AN INCREASE OF 4 O/D OVER THE CURRENT PRICE FOR RAW SUGAR AND 3,9 O/D OVER THE CURRENT PRICE WHITE SUGAR, I.E. THE SAME INCREASES AS APPLIED FOR COMMUNITY INTERVENTION PRICES WAS REFUSED BY THE ACP STATES.

THE ACP STATES ARGUED THAT THE EEC OFFER DOES NOT TAKE INTO ACCOUNT SUCH RELEVANT ECONOMIC FACTORS AS 9.5 O/D INFLATION EXPERIENCED BY THEM AND THE COST OF OCEAN FREIGHT. THEY CONSEQUENTLY CONSIDER THAT THERE SHOULD BE A MORE SUBSTANTIAL PRICE INCREASE.

(M. DALSAGER STRESSED THAT THERE WOULD BE NO CHANCE THAT THE EEC MEMBER STATES WOULD AGREE ON A HIGHER PRICE FOR ACP SUGAR THAN THE INTERVENTION PRICE, WITH RESPECT TO THE SITUATION ON THE SUGAR MARKET AND THE BUDGETARY SITUATION IN THE COMMUNITY).

AS THE ACP STATES WERE NOT MANDATED FROM THEIR COUNCIL TO ACCEPT AN OFFER WHICH DID NOT TAKE ACCOUNT OF THESE ECONOMIC FACTORS, THEY ASKED FOR AN ADJOURNMENT OF THE NEGOCIATIONS IN ORDER TO HAVE TIME TO CONSULT THEIR MINISTERS, TO WHICH THE COMMUNITY FOR THEIR PART AGREED. BOTH SIDES ALSO AGREED THAT ANY PRICE DECISION TAKEN AFTER 1ST JULY 1983 SHOULD APPLY RETROACTIVELY FROM THAT DATE ON.

4.7. INDUSTRIAL PROJECTS IN THE CARIBBEAN

THE ACP-EEC CENTRE FOR INDUSTRIAL DEVELOPMENT (CID) ORGANISED A PROMOTION MEETING FOR CARIBBEAN PROMOTERS ON THE 21/22 JUNE IN BRUSSELS, DURING WHICH A BROAD RANGE OF INDUSTRIAL PROJECTS WERE PRESENTED TO POTENTIAL EUROPEAN PARTNERS. REPRESENTATIVES OF OVER 60 EUROPEAN FIRMS AND ORGANISATIONS ATTENDING THE MEETING WERE PRESENTED WITH MULTI-SECTOR PROJECTS IN 11 ACP-STATES IN THE CARIBBEAN. THE MEETING WAS ALSO ATTENDED BY OBSERVERS FROM UNIDO, CARIBBEAN PROJECT FACILITY DEVELOPMENT (IFC), COMMONWEALTH SECRETARIAT AND A NUMBER OF EUROPEAN COMMERCIAL BANKS. SEVERAL POSITIVE CONTACTS WERE MADE. COMMISSION OFFICIALS TOOK THE OPPORTUNITY OF THIS MEETING TO HAVE DISCUSSIONS WITH M. CHESNEY, DEPUTY GENERAL MANAGER OF THE CARIBBEAN FOOD COOPERATION.

4.8. GUINEE EQUATORIALE : ACCORD PECHE

LA COMMISSION ET LA REPUBLIQUE DE GUINEE EQUATORIALE ONT PARAPHE LE 27 JUIN UN ACCORD REGLANT POUR UNE PREMIERE PERIODE DE 3 ANS L'ENSEMBLE DES CONDITIONS DE L'EXERCICE DE LA PECHE PAR LES NAVIRES COMMUNAUTAIRES DANS LA ZONE DE LA GUINEE EQUATORIALE QUI S'ETEND A 200-MILES.

5. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES ET DIVERSES

5.1. CONSEIL DE L'EUROPE (REUNION DES DELEGUES DES MINISTRES)

LA 9E RENCONTRE DU SECRETAIRE GENERAL DE LA COMMISSION AVEC LES DELEGUES DES MINISTRES DES 21 A-EU LIEU APRES LA SESSION DU PARLEMENT EUROPEEN DE CE MOIS, AU LENDEMAIN DU CONSEIL DES AFFAIRES ETRANGERES DE LUXEMBOURG ET IMMEDIATEMENT AVANT LE CONSEIL EUROPEEN DES 17/19 JUIN 1983, A STUTTGART. CES TROIS EVENEMENTS ONT DONNE UNE COLORATION PARTICULIEREMENT INTERESSANTE A LA RENCON-

Western Union International, Inc. International Telex Western Union International, Inc. International Telex Western Union International, Inc. International Telex

Western Union International, Inc. International Telex Western Union International, Inc. International Telex Western Union International, Inc. International Telex

TRE, PRESIDEE PAR L'AMBASSADEUR DE CHYPRE, M. PAPADEMAS, EN PRESENCE DE M.F. KARASEK, SECRETAIRE GENERAL DU CONSEIL DE L'EUROPE. L'EXPOSE GENERAL DE M. NOEL SUR LA SITUATION PRESENTE DE LA COMMUNAUTE ET L'ETAT ACTUEL DE LA COOPERATION ENTRE LA COMMUNAUTE ET LE CONSEIL DE L'EUROPE A ETE SUIVI D'UN DEBAT.

EN CE QUI CONCERNE LA COOPERATION QUOTIDIENNE ENTRE LA COMMUNAUTE ET LE CONSEIL DE L'EUROPE, M. NOEL A MIS EN EVIDENCE SON CARACTERE EXEMPLAIRE DANS PLUSIEURS SECTEURS(NOTAMMENT LA CULTURE, LES AFFAIRES SOCIALES, L'EDUCATION, LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS ET LES AFFAIRES JURIDIQUES.

LA QUESTION DE L'ADHESION DE LA COMMUNAUTE AUX CONVENTIONS CONCLUES DANS LE CADRE DU CONSEIL DE L'EUROPE A ETE EVOQUEE (UNE STRUCTURE D'ETUDE EXISTE AU SEIN DE LA COMMISSION, AFIN DE DETERMINER LES CONVENTIONS SE PRETANT PLUS PARTICULIEREMENT A UNE ADHESION COMMUNAUTAIRE).

M. NOEL A COMMUNIQUE COMME CHAQUE ANNEE, AUX DELEGUES, UN AIDEMEMOIRE PRESENTANT LES DIVERSES FORMES DE PARTICIPATION DE LA COMMISSION AUX ACTIVITES DU CONSEIL DE L'EUROPE ET A SOULIGNE LE DEVELOPPEMENT NOUVEAU DE LA COOPERATION ENTRE LES DEUX ORGANISATIONS, QUI SE MANIFESTE PAR UN NOMBRE CROISSANT D'ACTIONS COMMUNES ET D'ACTIONS DONT LE FINANCEMENT EST ASSURE EN COMMUN.

LE DEBAT A MONTRE UNE FOIS DE PLUS L'INTERET DES NON DIX (AUTRICHE, NORVEGE, SUISSE, SUEDE, ESPAGNE) POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA COOPERATION ENTRE LES DEUX ORGANISATIONS.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR
NNNN

64215 EURCOM UW
21877 COMEU B
VIA WUI A

